



COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Action mondiale des parlementaires se félicite de la reddition volontaire du chef militaire Bosco Ntaganda et appelle à une action prompte et appropriée des autorités américaines et de la CPI

La Haye/New York/Kinshasa, 19 mars 2013: L'Action mondiale des parlementaires (PGA) se félicite de la décision de M. Bosco Ntaganda, actuellement chef d'une faction de la milice M23, d'avoir mis fin à son statut de fugitif et d'avoir commencer le processus judiciaire à son encontre en demandant à être transféré à la CPI par le biais de l'Ambassade des États-Unis à Kigali, au Rwanda.

M. Bosco Ntaganda est accusé d'avoir commis certains des crimes les plus graves touchent la communauté internationale dans son ensemble : des crimes contre l'humanité, notamment le meurtre, le viol, l'esclavage sexuel et la persécution, et des crimes de guerre en particulier l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans, la conscription et l'utilisation d'enfants dans des hostilités, le meurtre, les attaques contre la population civile, le viol, l'esclavage sexuel et les pillages.

Les membres de PGA en RDC, en particulier ceux dont les circonscriptions sont situées dans les régions de l'Ituri et des Kivu, sont satisfaits de voir que la patience et la persévérance au soutien de la justice l'ont finalement emportés sur ceux qui affirmaient que l'amnistie et l'impunité pouvaient représenter une monnaie d'échange légitime dans le cadre des négociations avec les rebelles de la milice M23 et avec d'autres auteurs présumés d'atrocités dans l'Est du Congo.

« Il ne peut y avoir d'alternative pour mettre fin à l'impunité si nous voulons une paix durable soutenu par les populations civiles qui ont été touchées par le conflit », a affirmé le Président du Groupe Nationale de PGA en RDC, **Dep. Dieudonné Upira Sunguma**, depuis sa circonscription en Ituri, « cette reddition démontre que les crimes internationaux ne sont plus tolérés et qu'aucune amnistie ne peut être accordée pour les auteurs présumés de ces crimes. »

Les membres de PGA félicitent le prompt engagement de l'administration américaine, représentée par son Ambassadeur itinérant pour la justice mondiale, M. Stephen Rapp, afin de faciliter le processus visant à accéder à la demande de M. Ntaganda de transfert à la CPI. PGA constate en outre avec une grande satisfaction le soutien exprimé hier par la porte-parole du Département d'Etat américain, Mme Victoria Nuland en faveur *« des enquêtes de la CPI sur les atrocités commises en RDC »*.

PGA appelle à présent le Bureau du Procureur de la CPI, dirigé par Mme Fatou Bensouda, assisté par le Procureur adjoint, M. James Stewart, de s'assurer que les accusations portées contre M. Ntaganda reflètent tous les cas majeurs de victimisation qu'il aurait infligé à des victimes innocentes, y compris à l'encontre de femmes violées et d'enfants réduits en esclavage, aux cours des différents étapes des conflits armés récurrents qui ont si tragiquement dévastés l'Ituri et les Kivus. En particulier, aucune atrocité majeure qui peut être attribué à sa responsabilité pénale individuelle ne devrait être omise par la CPI.

Déclarations des membres de PGA de la République Démocratique du Congo:

« Il ne peut y avoir d'alternative pour mettre fin à l'impunité si nous voulons une paix durable soutenu par les populations civiles qui ont été touchées par le conflit. Cette reddition démontre que les crimes internationaux ne sont plus tolérés et qu'aucune amnistie ne peut être accordée pour les auteurs présumés de ces crimes. » Dep. **Dieudonné Upira Sunguma**, Président du Groupe Nationale de PGA en RDC s'exprimant depuis sa circonscription en Ituri.

« C'est un moment historique pour les victimes de la RDC qui méritent que justice soit faite ainsi qu'une réparation pour les crimes et le préjudice qu'elles ont subi. Les victimes doivent donc avoir le droit de participer à la procédure et de demander réparation. » Sen.

Sébastien Adambu Lonalisa, Membre de PGA province de l'Équateur qui a toujours fermement soutenu l'intervention de la CPI pour rendre justice aux victimes.

«*La reddition de Bosco Ntaganda démontre que la CPI est la meilleure option possible pour garantir le déroulement de procédures justes et impartiales à l'encontre de ceux qui ont commis des crimes internationaux en DRC. Nous espérons que tous les individus inculpés par la CPI à travers le monde vont suivre l'exemple de Ntaganda et se livrer directement à la justice.* » Hon. **Lucie Kipele**, Députée, membre de PGA, parlant depuis sa circonscription à Dungu (Province Orientale), qui a été ravagée par la LRA. Sa déclaration fait écho à l'appel lancé hier par le procureur Bensouda aux dirigeants recherchés de la LRA de se rendre volontairement à la CPI et à la récente déclaration du Groupe National de PGA en Ouganda exhortant les Forces spéciales engagées dans la poursuite des dirigeants de la LRA de faire tous les efforts possibles pour les arrêter et non les éliminer.

«*Nous espérons que le procès à La Haye ouvrira la voie pour des poursuites nationales à l'encontre d'autres criminels qui ont commis des crimes qui touchent l'ensemble de la communauté internationale, et nous sommes ainsi engagés avec PGA à rapidement adopter la loi de mise en œuvre du Statut de Rome qui permettra de tenir ces poursuites en RDC. Ceci constituera un signal fort pour dissuader quiconque de commettre d'autres crimes sur l'ensemble du territoire de la RDC et rappellera d'autant plus l'engagement de la RDC en tant qu'Etat partie au Statut de Rome* ». Hon. **Serge Mabaya**, Député, membre de PGA provenant des Kivus et ayant soutenu de longue date l'adoption de la loi de mise en œuvre du Statut de Rome par la RDC.

À propos de PGA

L'Action Mondiale des Parlementaires (PGA) est le plus grand réseau transnational de parlementaires de toutes les régions du monde qui, à titre individuel, s'engagent pour le fonctionnement efficace de la CPI et des juridictions nationales afin de mettre fin à l'impunité.

Les membres de PGA ont contribué à 76 des 122 ratifications ou adhésions au Statut de Rome à ce jour. PGA est membre du Comité directeur de la Coalition pour la CPI. La Campagne de PGA pour l'universalité et l'efficacité du système du Statut de Rome reçoit le soutien de la Commission européenne, de l'Union européenne et des gouvernements des Pays-Bas et de la Suisse, ainsi que de Humanity United.

Le projet de PGA sur la complémentarité en RDC, en Ouganda et au Kenya est soutenu par la fondation John D. et Catherine T. MacArthur.

Contacts du Programme de PGA « Droit international et droits de l'Homme » :

A Kinshasa
M. Eloi Urwodhi
+243.990.903958
eloipga@gmail.com

A La Haye
Mlle. Maia Trujillo
+31.70.360.4433
maia.trujillo@pgaction.org

Accès en ligne à la Campagne de PGA pour la CPI:
<http://www.pgaction.org/countries/africa/drc.html>
<http://www.pgaction.org/programmes/ilhr/overview.html>
<https://www.facebook.com/pgaction> -- <http://twitter.com/#!/PGAAction>
<http://www.flickr.com/photos/pgaction/collections/>